

Malgré la Constitution de Juillet 2011 qui consacre l'égalité et la parité femme-homme, dans son article 19 et la mise en œuvre de multiples mécanismes institutionnels et juridiques de promotion de la représentation politique des femmes, une question reste d'actualité : Pourquoi une meilleure représentation politique des femmes peine toujours à émerger ? Certes, celle-ci a connu, cette dernière décennie, une amélioration significative, sous l'impulsion d'une société civile des plus engagées du monde arabo-musulman. Mais, force est de constater que les sphères du pouvoir et les champs décisionnels s'obstinent à s'ouvrir équitablement aux femmes qui représentent plus de 51% de la population du pays. Les défis restent nombreux au point de semer des inquiétudes sur les acquis durement obtenus.

La représentation politique des femmes ne reflète pas l'effectivité des droits que leur confère la Constitution. Seules 81 femmes siègent à la Chambre des représentants, soit 4% de plus qu'en 2011. Seules 13 femmes sur 120 membres siègent à la Chambre des conseillers, ce qui porte le taux de 2,22% sur la période 2009-2015 à 10,83%. En 2017, une progression biaisée par le nombre de sièges réduit en 2015 de 270 à 120 en application de la Constitution.

L'étude sur l'évaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc a fait le choix d'une démarche participative à l'écoute des acteurs concerné(e)s pour mieux appréhender et analyser les mesures mises en œuvre en faveur des femmes lors des élections communales et régionales, des élections de la Chambre des conseillers de 2015 ainsi que les élections législatives de 2016.

Trois rencontres se sont tenues (tables rondes à Rabat les 02 et 03 Mars 2017 et Tanger les 20 et 21 Avril 2017 et conférence internationale Rabat les 14 et 15 septembre 2017) pour débattre de la question de la participation politique des femmes à travers plusieurs facteurs dont : le système électoral, les partis politiques, les syndicats, les ONG, les mesures de discrimination positives (quotas et listes nationales), lois organiques...etc.

Ces rencontres sont un processus de consultation élargi aux fins d'associer des personnalités, élus, universitaires, ONG, partis politiques, syndicats et autres dans l'analyse des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes et la proposition de nouvelles mesures pour surmonter ces obstacles et conférer plus de représentativité aux organes élus

Pour parachever le processus de consultation nationale, Jossour Forum des Femmes Marocaines, en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert Stiftung organise, **les 26 Octobre 2017 et 31 octobre, au siège de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung** deux tables rondes lors desquelles seront présentés et discutés les premiers résultats de l'étude «Évaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc».